

Grande-Bretagne/Bien que sans majorité absolue

May veut un gouvernement pour réussir le Brexit

AFP
Londres/Grande-Bretagne

La Première ministre n'en sort pas moins affaiblie des législatives qu'elle pensait remporter haut la main.

LA Première ministre britannique Theresa May va former un nouveau gouvernement qui, a-t-elle martelé hier, "mènera à bien le Brexit", malgré la perte par son parti conservateur de la majorité absolue au Parlement et les appels à sa démission. "Je vais maintenant former un gouvernement", a-t-elle déclaré après s'être rendue à 12H30 (même heure au Gabon) au palais de Buckingham pour obtenir le feu vert d'Elizabeth II, au lendemain, dans le contexte d'une série de récents attentats terroristes, d'élections législatives qui signent son échec personnel. "Ce gouvernement guidera notre pays dans les discussions cruciales sur le Brexit qui commenceront dans dix jours et répondra au souhait des Britanniques en menant à bien la sortie de l'Union européenne", a-t-elle assuré. Mme May a indiqué compter sur le soutien du parti nord-irlandais unioniste

DUP, qui a remporté dix sièges, pour gouverner. Un tel appui lui donne une très courte majorité absolue, alors qu'elle avait convoqué ces législatives anticipées afin d'avoir une majorité renforcée pour négocier la sortie de l'Union européenne avec les 27 à partir du 19 juin. Les conservateurs sont en tête du scrutin mais ont perdu une douzaine de sièges, tandis que l'opposition travailliste en a gagné une trentaine, selon ces résultats quasi-définitifs. Le taux de participation (68,72%) est le plus élevé pour des législatives au Royaume-Uni depuis 1997, même s'il est inférieur à celui du référendum sur la sortie de l'Union européenne de juin 2016. Le parti europhobe Ukip, qui s'effondre, perd son unique siège. Son leader Paul Nuttall en a tiré les conclusions en annonçant sa démission. Jeremy Corbyn, le chef des travaillistes largement réélu dans sa circonscription d'Islington, au nord de Londres, a immédiatement appelé Mme May à la démission pour "laisser la place à un gouvernement vraiment représentatif". Ce vétéran - il est âgé de 68 ans - a appelé à "un Brexit qui protège les emplois", assurant que le pro-



Photo : AFP

Ignorant les appels à la démission à la suite de ce qui est considéré comme un échec personnel, la Première ministre Theresa May s'apprête à former un nouveau gouvernement.

cessus de sortie de l'Union européenne "devait se poursuivre" et que son parti était "prêt à mener les négociations au nom du pays". Au sein même des Tories, l'ancienne ministre Anna

Soubry a estimé que la Première ministre devait envisager une démission, soulignant qu'elle se trouvait "dans une situation très difficile". "BAZAR COMPLET"

L'onde de choc des législatives a également touché l'Ecosse, où les indépendantistes du SNP essuient de lourdes pertes, n'ayant plus que 35 sièges contre 56 en 2015. "Déçue", la Première ministre de cette région Nicola Sturgeon a reconnu que la perspective d'un nouveau référendum sur l'indépendance, qu'elle appelait de ses vœux, avait pu handicaper son parti. Elle s'est engagée à réfléchir à "la meilleure manière d'aller de l'avant pour l'Ecosse", sans aller jusqu'à sceller le sort de son projet de consultation de ses habitants. Seul parti résolument europhile, les Libéraux-Démocrates, qui ont désormais 12 sièges, soit quatre de plus, ont prévenu dès jeudi soir qu'il n'y aurait "pas de coalition". Evoquant Theresa May, Tim Farron, le chef des Lib Dem, a jugé que "si elle avait une once d'amour-propre, elle démissionnerait". Après les surprises du référendum sur la sortie de l'UE et de l'élection de Donald Trump, "c'est la leçon des deux dernières années", analyse Brian Klaas, de la London School of Economics. "Les électeurs n'aiment pas qu'on prenne leur vote pour acquis".

L'Afrique en bref

- **Burkina Faso/Politique. Les dénonciations de l'opposition**
L'opposition burkinabè a dénoncé jeudi "une remise en cause des acquis démocratiques" après la présentation d'un projet de loi de réforme du code électoral, accusant notamment le gouvernement de vouloir "supprimer" la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).
- **RDCongo/Violences. Kinshasa en accusation**
Le Haut Commissaire aux droits de l'Homme de l'Onu a accusé hier Kinshasa de ne pas enquêter sérieusement sur les violences au Kasai, région du centre de la République démocratique du Congo, et a exigé une enquête internationale.
- **Zambie/Politique. Le leader de l'opposition dans une prison de haute sécurité**
Le chef de l'opposition zambienne Hakainde Hichilema, accusé de trahison et incarcéré depuis près de deux mois, a été transféré de sa prison de Lusaka vers un centre de détention de haute sécurité, indiquait sa page Facebook hier.

A travers le monde

- **Brésil/Justice. Vers la chute de Temer ?**
Le rapporteur du Tribunal Supérieur Électoral (TSE) a voté hier pour l'invalidation du mandat du président conservateur Michel Temer en raison d'irrégularités financières dans la campagne électorale de 2014.
- **Etats-Unis/Politique. Affaire russe : la contre-attaque de Trump**
Donald Trump est passé personnellement à la contre-offensive hier, accusant à son tour de "mensonges" l'ex-directeur du FBI James Comey, qui a révélé au Sénat la veille les pressions du président américain dans l'enquête sur la Russie.
- **France/Législatives. Vers une déferlante en faveur de Macron**
Un mois après avoir élu président le jeune centriste Emmanuel Macron, les Français doivent choisir ce dimanche leurs députés à l'Assemblée nationale, où le parti présidentiel semble en mesure d'obtenir la majorité nécessaire pour réaliser les réformes promises pendant la campagne électorale.

Mali/Attaque

Trois Casques bleus tués à Kidal

AFP
Bamako/Mali

L'assaut, combiné, a été revendiqué par un groupe lié à Al-Qaïda.

TROIS Casques bleus ont été tués jeudi soir dans le nord-est du Mali lors d'une attaque combinée revendiquée par un groupe lié à Al-Qaïda, a annoncé hier la Mission des Nations unies (Minusma) dans un communiqué. "Hier (jeudi), le camp de la Minusma à Kidal a été la cible de tirs intensifs de roquettes/mortiers", qui ont fait cinq blessés parmi le personnel de la Minusma, selon le communiqué de la Mission de l'Onu. "Les informations préliminaires indiquent qu'une dizaine d'obus de différents calibres ont ciblé le camp", ajoute-elle, précisant que "quelques obus ont atterri dans les quartiers avoisinants du camp". "Peu après, une position de la Force a été attaquée à l'extérieur du camp. Trois Casques bleus ont été tués et trois autres blessés", selon le communiqué, qui ne donne aucune indication sur leur nationalité.

Les contingents guinéen et tchadien forment l'essentiel des troupes de l'Onu à Kidal. Cette attaque, comme la plupart de celles perpétrées au Mali ces derniers mois, a été revendiquée par une nouvelle alliance entre jihadistes du Sahel liés à Al-Qaïda, dirigée par le chef islamiste touareg malien Iyad Ag Ghaly, dans un communiqué diffusé vendredi sur les réseaux sociaux. Cette nouvelle alliance jihadiste, "le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans", a indiqué avoir tiré au mortier sur le camp des forces internationales à Kidal. L'attaque a provoqué d'importants dégâts et blessé grièvement des militaires, affirme le Groupe, disant bénéficier de "renseignements de sources proches de l'intérieur du camp". **APPEL A COOPERER A L'ONU**• Un habitant de la région avait fait part à l'AFP jeudi soir de tirs d'une dizaine d'obus en début de soirée, sans autre indication. "La Minusma condamne dans les termes les plus vigoureux ces attaques lâches et abjectes contre son personnel et la mise en danger



Photo : AFP

Une nouvelle fois (ici en juillet 2016), les Casques bleus sont la cible d'une attaque meurtrière à Kidal.

de la population civile", selon le texte. "Elle exhorte les parties présentes à Kidal à assumer leur pleine responsabilité pour identifier les responsables afin d'assurer leur traduction devant la justice", en référence notamment aux groupes de l'ex-rébellion à dominante touareg, dont Kidal est le bastion. Deux Casques bleus tchadiens avaient été tués le 23 mai dans une embuscade aux environs d'Aguelhok (nord-est), près de la frontière algérienne. Déployée depuis juillet 2013, la Minusma est la mission de maintien de la

paix de l'Onu la plus coûteuse en vies humaines depuis la Somalie en 1993-1995, avec plus de 70 Casques bleus tués en opération. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda à la faveur de la déroute de l'armée face à la rébellion, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée. Ces groupes en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en janvier 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale,

qui se poursuit actuellement. Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes et étrangères, régulièrement visées par des attaques meurtrières, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards. Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et dans le sud du pays et le phénomène déborde de plus en plus souvent sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.